

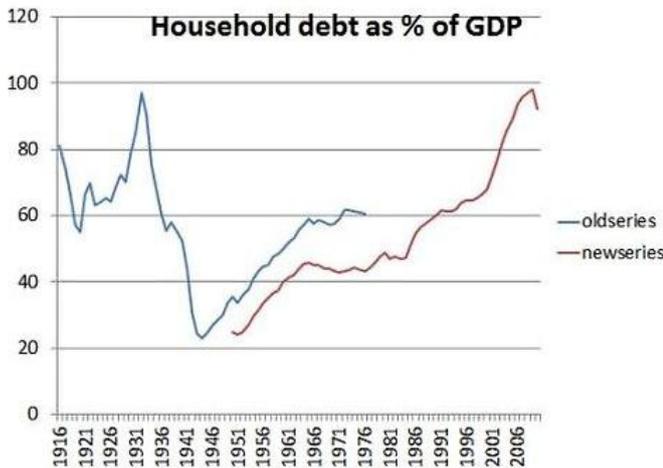
● Economie » Actualité

Mis à Jour le : 3 février 2012 16:57

Paul Krugman : la crise européenne en 7 graphiques

3 février 2012

Paul Krugman a publié sur son blog une série de graphiques illustrant les points clés de sa lecture de la crise européenne. Nous les reproduisons ici, accompagnés de nos commentaires.

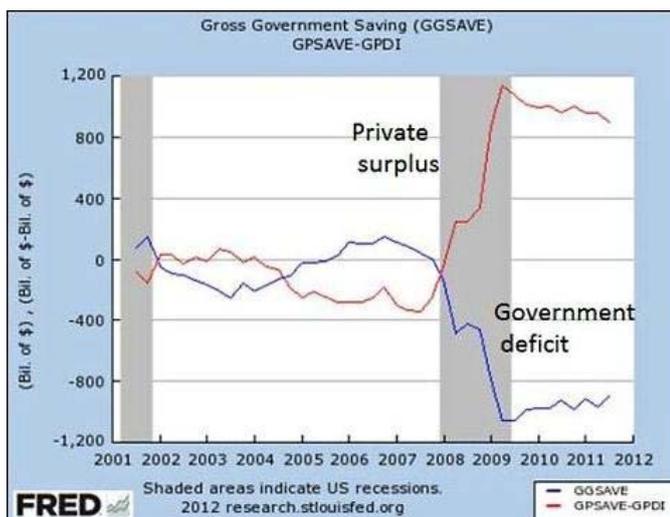


Paul Krugman, 30 janvier 2012

Krugman : Tout d'abord, ma thèse est celle d'une crise économique généralisée résultant d'un problème d'endettement du secteur privé, et non du secteur public. (Graphique ci-dessus)

Commentaire : Amorcée au tournant des années 1980, la hausse de l'endettement du secteur privé - ménages et entreprises - est littéralement devenue explosive à partir des années 2000, enregistrant alors une croissance à deux chiffres, sans commune mesure avec celle de l'activité économique, et de ce fait même, on la savait insoutenable, bien que rien n'ait été fait pour y mettre un terme. L'illusion de richesse procurée par l'inflation du prix des actifs - actions et immobilier - est aujourd'hui dissipée, et les ménages sont globalement surendettés pour des biens surévalués.

Krugman : Je souligne ensuite l'énorme mouvement de bascule vers le désendettement du secteur privé, ce qui a requis d'importants déficits publics afin d'éviter une récession plus grave.



Commentaire : Une fois éclatée la bulle d'endettement, dissipée l'euphorie factice qu'elle procurait, et disparus les revenus supplémentaires procurés par les gains en capital, les ménages réduisent leur consommation pour régler leurs dettes, le volume des crédits accordés décroît, ce qui se traduit par une baisse d'activité générale, entraînant la récession. Les déficits publics, qui sont un surplus de dépenses générant de l'activité, permettent de soutenir une économie qui plongerait sans cet apport.

Krugman : L'Europe est en plus confrontée au problème de la bulle née des mouvements de capitaux du nord vers le sud qui ont été permis par l'euro, et doivent



Dans la même Rubrique

Les Articles ●

- Paul Krugman : la crise européenne en 7 graphiques
- L'euro pousse l'Italie vers la dépression, par Ambrose Evans-Pritchard
- Eurocrise : vers l'heure de vérité, par Jacques Sapir
- Standard & Poor's sanctionne la rigueur européenne
- FAO : l'année 2011 a été marquée par des records de prix alimentaires

Dans l'Actualité

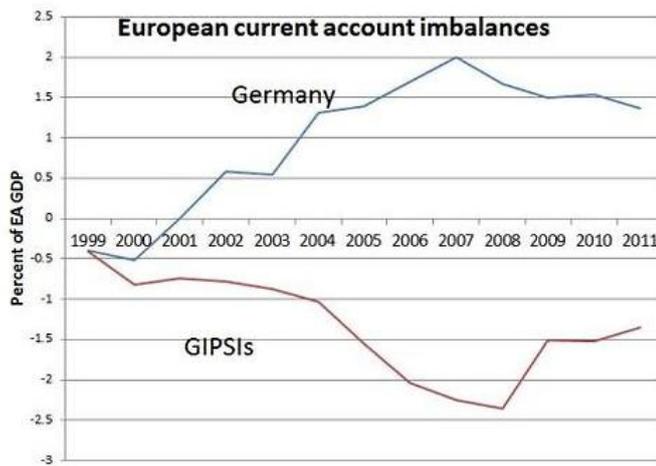
Les Brèves ●

- ▶ 130 ans de réchauffement climatique en 26 secondes (Video, NASA)
- ▶ « Une crise qui nous vient de si loin...ou les facilités de la mondialisation » par JC Werrebrouck
- ▶ Durée moyenne de la semaine du travail aux USA : 34 heures - 41 heures dans l'industrie, dont 3,5 heures supplémentaires (BLS via Big Picture)
- ▶ « L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution » (Paul Krugman, Le Monde)
- ▶ Balcon sur mer de chine : les USA veulent renforcer leur présence militaire aux Philippines (Raw Story)
- ▶ Idéal bafoué : le chômage des jeunes en Europe (Graphique)
- ▶ Brutal : le pic pétrolier, c'est maintenant (Graphique, Gregor Macdonald)
- ▶ Grande Bretagne, Espagne, Italie, La débacle de l'austérité, par Paul Krugman (RTBF, VF)
- ▶ Grèce : L'archevêque Ieronymos dénonce les « médecins mortelles » de l'austérité (Kathimerini)
- ▶ Grèce : le commerce va perdre 160 000 emplois cette année - le pays sur la pente de la « pauvreté absolue » (Kathimerini)

Les Articles ●

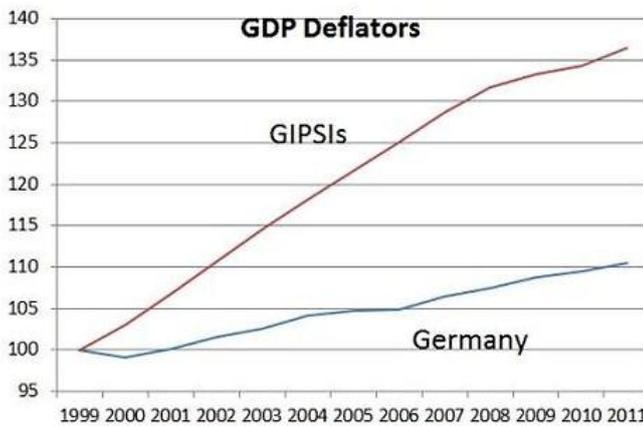
- Climat : Des sceptiques incompetents, lettre ouverte de scientifiques au Wall Street Journal
- Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (11/1V)

être inversés.



Commentaire : Les surplus des pays exportateurs ont pour contrepartie des déficits des pays importateurs. Déficits qui ne peuvent perdurer qu'à condition que les exportateurs recyclent leurs profits et leur épargne sous forme de prêts à leurs acheteurs. Cette règle économique de base est au cœur de la crise européenne. Les « succès » à l'exportation de l'Allemagne ont eu pour contrepartie un endettement croissant des pays de la périphérie, conduisant à la crise actuelle. Présenter l'Allemagne comme exemple à imiter est une absurdité sans nom. Hors éclatement de la zone euro, il n'y a que trois solutions à la crise : revenir à une monnaie commune mais non plus unique ; interdire ou réguler les déséquilibres des balances commerciales intra européennes ; imposer les profits à l'exportation et les transférer sous forme de subventions à l'investissement productif aux pays déficitaires.

Krugman : Parallèlement à ces déséquilibres des balances courantes, on a observé de fortes divergences des niveaux d'inflation.



Commentaire : C'est le coût énorme de la réunification qui a conduit l'Allemagne à mettre en œuvre une compression drastique des salaires depuis les années 2000. Ce faisant, elle a appliqué la règle de base communément suggérée par les macroéconomistes : redresser un pays en réalisant des profits à l'étranger, avec le « reste du monde ». Problème. En Europe, le « reste », ce sont les autres membres de l'Union, et l'« avantage comparatif » procuré par la baisse relative du coût du travail se traduit immédiatement par un « désavantage » exporté chez les autres européens : un accroissement de leur dette.

Fallait-il que les européens prennent une part du fardeau de la réunification ? Assurément. La France l'a d'ailleurs fait en son temps, lorsque Berégovoy a poursuivi la si coûteuse politique du franc fort, par solidarité avec Berlin, en refusant justement de bénéficier de l'avantage infâme qu'aurait procuré une monnaie dépréciée au moment où l'allié Allemand faisait face à une tâche si difficile.

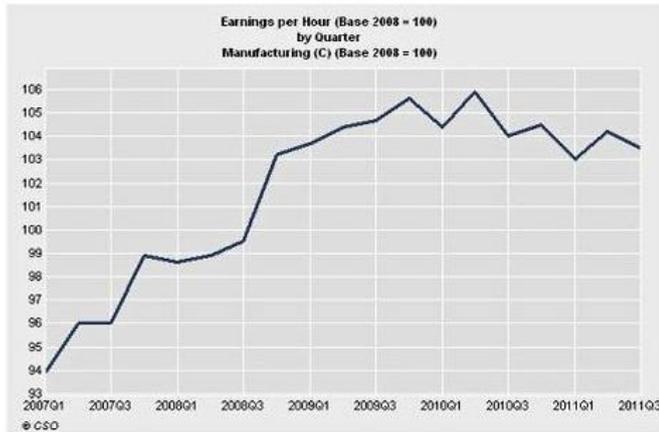
Mais l'euro a changé la donne. Ce qui relevait du politique a désormais été confié au privé - aux banques - et masqué sous l'apparente innocuité de « politiques économiques » individuelles, forcément bénéfiques, puisque, n'est-ce pas, le marché a toujours raison. Une remarque : la commission, si tatillonne lorsqu'il s'agit de faire respecter la « concurrence libre et non faussée », ne trouve évidemment rien à redire lorsque la distorsion de concurrence prend la forme d'une politique salariale déloyale vis-à-vis des partenaires européens, ou d'un moins disant systématique sur les taux d'imposition. Ce qui en dit long sur notre conception réelle des solidarités - et des priorités - européennes, au-delà des grandes déclarations d'intentions, si désespérément vides de sens.

Krugman : Implicitement, l'Europe table sur des « dévaluations internes », pour résorber ces divergences. Mais, en réalité, c'est une option extrêmement difficile à

- Rifkins, Stiglitz, Sachs : la voie du développement durable, par Chems Eddine Chitour
- Une économie mondialisée au détriment des salariés et des citoyens, par Robert Reich
- Iran : suspects habituels et mémoires sélectives, par Robert Fisk
- La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (1/1V)
- 2011, nouvelle année record de température
- Iran-USA : une dangereuse absence de dialogue, par Trita Parsi
- Nucléaire iranien : les options militaires des USA, par Konstantin Bogdanov
- Israël, victime de sa sociologie, par Uri Avnery

mettre en œuvre, compte tenu des rigidités de prix. C'est le cas en Irlande, que l'on présente à tort comme un exemple de succès de ces politiques d'ajustement.

Downward nominal rigidity (Ireland)



Commentaire : L'introduction de l'euro avait pour justification majeure de mettre fin en Europe aux spéculations sur les devises et aux désordres permanents du système monétaire nés après la rupture des accords de Bretton Woods décidée par les Etats-Unis, qui a fait d'eux les émetteurs de la devise internationale, pour leur plus grand bénéfice.

(Une archéologie des désordres actuels de la mondialisation trouverait là l'évènement fondateur, dont les réverbérations, des pétrodollars à la crise de la dette du Tiers-Monde, des accords du Plaza au knock-out du Shogun Tokyoïte, de la crise Asiatique de 1997 à l'accumulation de montagnes de réserves en dollars et bons du Trésor US, à l'inversion de la courbe des taux et au boom du crédit - sans parler de l'explosion démentielle des mécanismes de couverture et des produits dérivés - nous amènent de crises en crises à la situation actuelle.)

Revenons-en à l'euro. Les variations du cours des devises induites par les déséquilibres des balances des paiements et les mouvements de capitaux, permettent en temps normal de rééquilibrer les échanges internationaux. L'Europe, en créant l'euro, s'est privée d'un tel mécanisme. Faute de pouvoir dévaluer, la « solution » préconisée aujourd'hui par l'Europe et le FMI consiste à baisser le coût des exportations en réduisant les salaires. Ce faisant, elle reproduit l'erreur dénoncée avec tant de vigueur par Keynes lors de la crise des années 1930.

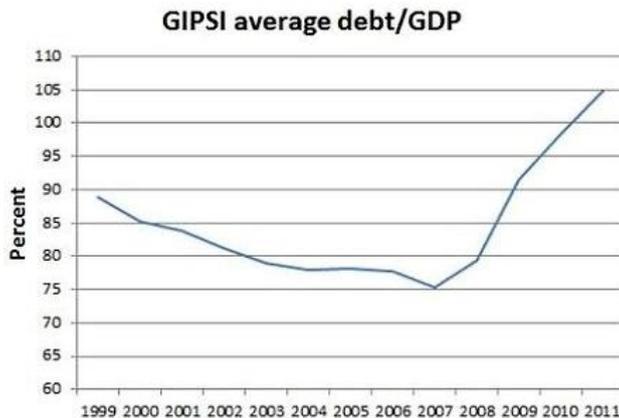
Les économistes néoclassiques affirmaient alors - et affirment toujours - que l'économie laissée à son libre mouvement produit le plein emploi, à condition entre autres que les prix fluctuent librement. Au premier rang desquels, selon eux, les salaires. D'où l'importance du mot d'ordre de « flexibilité », nom de code pour la précarité. Le problème, c'est que cela ne fonctionne pas et n'a jamais fonctionné.

Les salaires - et plus généralement les prix, en l'absence d'innovation technologique - sont « rigides à la baisse », comme le démontre l'exemple irlandais. L'adaptation se fait par les quantités, c'est-à-dire par le chômage et les faillites qui entraînent une baisse du revenu global réel et non seulement nominal. Avec pour conséquence, un accroissement du poids relatif de la dette du secteur privé. Et si la « modération » salariale, comme dans l'exemple de l'Allemagne, permet de gagner des parts à l'exportation en phase ascendante de cycle, lorsque la plupart des économies sont en phase de contraction, comme c'est le cas aujourd'hui, cette « solution » est en fait une recette assurée pour provoquer une dépression, en enclenchant une spirale infernale de baisse des revenus et de l'activité.

Résumons : tenter de faire baisser les salaires est non seulement inutile mais dangereux. La seule solution collective « raisonnable » serait que le taux d'inflation allemand soit supérieur à celui de la périphérie. L'hétérodoxie de ce simple énoncé montre à quel point cette issue a peu de chance de prévaloir. Conclusion : nous sommes dans la seringue.

Krugman : L'Europe a fait sienne l'idée que l'irresponsabilité budgétaire des gouvernements est au cœur de cette crise. Mais ce n'est vrai que dans le cas de la Grèce, et non pas de l'ensemble des pays en difficulté.

The myth of fiscal profligacy



Commentaire : Rien ne vient corriger la faille initiale de Maastricht, qui ne se préoccupait que des déficits publics et pas du niveau d'endettement du privé. A cette aune, l'Espagne faisait figure de bonne élève. L'endettement massif de ses ménages pour cause de bulle immobilière, ayant eu pour corolaire un rétablissement des comptes publics, ne posait aucunement question. Faut-il s'en étonner ? En filigrane, la question posée est celle des profits, qui sont un impensé majeur pour l'école économique dominante. A deux titres : quant-à leur condition de possibilité et quant-à leur usage.

La théorie dominante voit dans le taux de profit la rémunération correspondant à l'innovation, au risque. La réalité diffère sensiblement. Car les rapports de force, les positions de monopole et les effets de structure, y jouent un rôle majeur. Aujourd'hui, la Commission veille jalousement à interdire les « distorsions de concurrence » qu'induiraient des investissements publics dans les industries, qui en réduisant le coût du capital, augmenteraient indûment les profits. Mais quid des distorsions induites par la mise en concurrence par les entreprises des salariés français et bulgares ? De celles induites par la mise en concurrence dans la zone euro des industries allemandes et - par exemple - grecques ou portugaises ? S'agit-il alors d'innovation ou de rapport de force brutal, matérialisé par la menace perpétuelle de délocalisation dans un cas et par l'avantage procuré par des dizaines d'années d'expérience dans l'autre ?

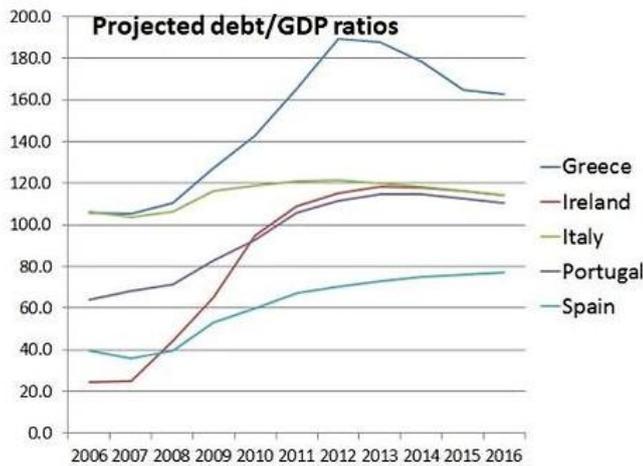
Que l'on ne vienne pas nous opposer l'accroissement de la richesse né du commerce international. Celui-ci n'existe qu'à la condition que les partenaires de l'échange se soient spécialisés dans un domaine et bénéficient réciproquement de cette spécialisation (le fameux exemple des moutons anglais et du vin portugais). Mais où sont les synergies lorsque le partage des tâches concerne essentiellement la répartition géographique entre travail et profits ?

De ceci, découle le second point. Dans une économie « vertueuse », les surplus monétaires réalisés au détriment des ménages que sont les profits (car les entreprises, globalement, reçoivent plus d'argent de leurs ventes qu'elles n'en décaissent pour produire), devraient être dépensés sous forme d'investissements, générateurs d'activité et promesses d'augmentation du niveau de la production (c'est ce que résume le fameux théorème de Schmidt : les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain.)

Dans une économie mondialisée et structurée par la finance, cette solidarité de fait résultant du réemploi local des revenus tirés des profits n'existe plus, et ceux-ci sont massivement recyclés non plus sous forme d'investissements tangibles générateurs d'activité, mais de dettes au volume toujours croissant, soutenant entre autres l'inflation immobilière.

C'est là le véritable démenti à la prétendue Loi de Say, qui affirme que l'offre générera quoi qu'il en soit les moyens de la monétiser, redistribuera les richesses qu'elle a créées. La pression toujours croissante sur les salaires, le recyclage financier des profits sous forme d'endettement non productif sont les causes profondes des dysfonctionnements de nos économies. Et la dette des Etats n'est qu'un épiphénomène, né de tentatives de les corriger, toujours plus coûteuses.

Krugman : De l'aveu même du FMI, aucun de ces pays n'est sur la voie d'une restauration crédible des comptes publics.



Commentaire : Toutes les déclarations sur l'équilibre des comptes publics, qui se commentent comme relevant de la prudence sagace de « bons pères de famille », ignorent une vérité historique : les Etats ne remboursent pas leurs dettes, ils les diluent dans l'inflation et la hausse du PIB.

Car il n'existe pas de contraction des dépenses de l'Etat qui ne produise du même coup une contraction de l'activité économique. Vouloir désendetter à marche forcée les Etats aura pour effet d'aggraver la récession.

Publication originale [Paul Krugman](#)

Lire aussi

- Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (II/IV)
- La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (I/IV)
- Vu d'ailleurs : la faillite de l'euro serait celle de l'Europe, éditorial du Quotidien du Peuple
- Tribune : Pour un démontage concerté de l'euro
- L'euro pousse l'Italie vers la dépression, par Ambrose Evans-Pritchard
- Eurocrise : vers l'heure de vérité, par Jacques Sapir
- Grèce : chroniques d'un naufrage imposé, par Grigoriou Panagiotis
- Standard & Poor's sanctionne la rigueur européenne
- L'austérité tue l'Europe, par Jeff Madrick
- Pourquoi faut-il que les Etats payent 600 fois plus que les banques ? par M. Rocard & P. Larrourou
- Les conditions d'un démantèlement réussi de la zone euro, par Jean-Claude Werrebrouck
- Reniements européens : la prise de pouvoir de la finance, par Michael Hudson (III/III)
- Eurocrise : la responsabilité historique des dirigeants européens, par Jacques Sapir
- Eurocrise : qui sont les vraies cigales ? par Yanis Varoufakis
- Radar 15/12/11 - Eurocrise bancaire : dégâts collatéraux
- Radar 9/12/11 - Eurocrise : une grave erreur de diagnostic, rappelle Martin Wolf
- Les politiques de rigueur vont détruire l'Eurozone, par Simon Tilford and Philip Whyte (VO)
- Une dernière chance de sauver l'eurozone de l'implosion, par Yanis Varoufakis (VO)

Référence	http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3193			
 Envoyer à un ami	 Imprimer	 DEBATS Forum	 Nous Ecrire	 Haut de Page

